CHAPITRE 1

LA FONDATION DU REGIME ET SON ENRACINEMENT

(1870 - 1914)

Comme la Monarchie des Bourbons et le régime de Vichy, la Troisième

République naît d'un désastre militaire.

4 septembre 1870 : une Révolution pacifique constate la vacance dupouvoir,

le décès du Second Empire. La République est proclamée, c'est unrégimede

fait, qui met 5 ans à se doter d'une Constitution, traduisantuncompromis

entre Monarchistes et Républicains. Ellesembletemporaire,nonviable ;

et pourtant, le régime va perdurer ¾ de siècle.

I- De la République de fait à la République républicaine (1870 - 1879)

1) La République de fait

Parisavait voté négativement lors du dernier plébiscite. Les

Révolutionnaires, contenus par l'Empire, peuventdésormaisagiraugrand

jour.

4 septembre 1870 : une course de vitesse s'engage entreces

Révolutionnaires (qui envahissent l'Hôtel de Ville de lacapitale)etles

Républicainsmodérésquipourlesprendredevitesseétablissentun

Gouvernement Provisoire de Défense Nationale composé de députéstelsJules

Favre, Jules Ferry, Léon Gambetta. Ce gouvernement est présidé par le

général Trochu.

Ce gouvernement provisoire entend poursuivre la guerre et mettre en place

de nouvelles institutions. Mais dans le vide politiquedel'époque,c'est

un gouvernement de fait. Gambetta, qui quitte Parisenballonpouraller

organiser la Résistance doit finalement renoncer à cette organisation.

28 janvier 1871 : armistice de 3 semaines signé avec laPrusse.Maisdans

cet armistice, Bismarck (le« ChancelierdeFer »)afaitinsérerune

clause prévoyant des élections législatives car il n'entend traiterqu'avec

un pouvoir légitime.

8 février 1871 : l'Assemblée Nationale est élue sans campagne, rapidement.

12 février 1871 : elle se réunitàBordeaux,cequimarquelafindu

gouvernement provisoire de défense nationale.

L'Assemblée est Constituante, mais elle relèguecettefonctionausecond

plan. Un problème urgent demeure : le choix que les Françaisdoiventfaire

entre guerre et paix.

Les quelques jours précédents l'élection, les candidatsontfaitcampagne

non sur le régime à venir mais sur le thème de la paix et de la guerre.

Les Républicains partisansdelaguerreseheurtentauxMonarchistes,

partisans de la paix.

Les élections traduisent un triomphe pour les Monarchistes :

- 400 députés légitimistes et orléanistes

- 230 députés Républicains dont 40 Radicaux et 20 Bonapartistes.

C'est une victoiredesMonarchistes,desNotables,desBourgeois,des

Châtelains,desNotairesdanslesquelslepaysavudes autorités

sécurisantes, une victoire d'une représentation du passé.

Mais ces élections, avec la pratique de candidaturesmultiples,permettent

à Thiers de se faire littéralement plébiscité par la Nation : il est élu26

fois.

Ce triomphe s'explique par sa sagacité qui lui a faitprévoirladéfaite,

il est le chantre du régime parlementaire. Mais il estégalementtrèsâgé

(73 ans), personnifie la paix, la défense des libertés, les Françaisvoient

en lui un sauveur, un homme providentiel.

17 février 1871 : l'Assemblée entérine le plébiscite desélections.Thiers

est chef du pouvoir exécutif de la RépubliqueFrançaise« sousl'autorité

de l'Assemblée Nationale avec le concours de Ministres qu'il aura choisiet

qu'il présidera. »

Cette formule traduit le « Pacte de Bordeaux ». Mais la questiondurégime

politique est repoussée à des temps meilleurs.

L'Assemblée Nationale accepte toutefois les conditions de paix,lacession

de l'Alsace-Lorraine, et le paiement d'uneindemnitédeguerrecolossale

(c'est la dernière guerre qui rapporte au pays vainqueur).

8 mars 1871 : traité de Francfort

20 mars 1871 : Jules Grévy préside l'Assemblée quisiègeàBordeauxsous

l'insistance deThiers,méfiantenversParis,transfèrel'Assembléeà

Versailles.

Mais le 28 mars,Paris,meurtrieparlesiège,organiseunmouvement

révolutionnaire, qui se dote du nom de « CommunedeParis »,singeantla

Grande Révolution. L'expérience dure 2 mois, jusqu'au 28 mai.

La Commune de Paris

La Commune de Paris a des origines complexes, elle est issue :

- d'un désastre militaire

- d'une expérience en vase clos

- d'une évolution des rapports de force entre Paris et la province.

La Commune regroupe des extrémistes degaucheréduitsausilencedepuis

1848. Mais elle est hétérogène :

- internationaliste et nationaliste (la nationalisme se manifesteàgauche

avant de passer à droite.)

- fédéraliste et conservatrice

- jacobine et anarchiste.

Marx, dans La guerre civileenFrancevoitlaCommunedePariscomme

l'aurore d'une sociétéprolétarienne.IlfaitdelaCommuneunmythe

mobilisateur, n'ayant rien à voir avec la réalité,n'étantpasenaccord

avec les événements, les textes et les hommes.

En fait, c'est un crépuscule pour tout un peupled'artisans,quin'apas

d'autonomie de conscience.

LaCommunesecaractériseparsesexcès :fusillades de généraux,

d'ecclésiastiques.

Maispourêtreobjectif,cesexcèsonttrouvéréponse :les excès

versaillais.

22 au 28 mai 1871 : semaine sanglante

Les troupes versaillaises reprennent la capitale sousl'?ildesPrussiens

qui entourent Paris.Touthommequisentlapoudreestimmédiatement

fusillé.

PourThiers,l'opinionpubliqueneperçoitpaslaRépublique comme

anarchique, mais au contraire, comme devant être capable d'assurerl'ordre,

de garantir la propriété.

Ainsi, autermedecettesemainesanglante,lagauchefrançaiseest

décapitée, soit parlesexécutions,soitparlesexils,soitparla

déportation des communards en Nouvelle Calédonie. La gauche estainsimise

hors combat pour 10 ans,elleneparticiperapasauxchoixdurégime

politique.

AveclarépressiondébutelaRépublique Conservatrice qui demeure

République de fait.

2) La République Conservatrice et la préparation de la Constitution de 1875

La question est double :

- comment une Assemblée élue au début de l'année 1871apumettre4ans

pour doter le pays d'une Constitution ?

- comment se fait-il qu'une Assemblée à majorité monarchiste aboutisse àla

République ?

1871 - 1875 : un gouvernement provisoire, que l'onseborneàorganiser,

demeure.

L'Assemblée est majoritairement monarchiste. Mais ceux-ci sont divisés :

- légitimistes (partisans du comte de Chambord,successeurlégitimeàla

couronne de France)

- Orléanistes (partisans du comte de Paris).

S'ils veulent organiser une Restauration, ils sont condamnésàs'attendre.

Mais la majorité commet une erreur majeure : elle charge Thiersdupouvoir

exécutif pour se dérober à ses responsabilités. En effet,elleafaitle

calcul selon lequel, Thiers est vieux, latâche,lourde,(responsabilités

impopulaires) l'emportera. Mais le pouvoir requinque le vieillard, iljouit

d'une grande popularité et mène un jeu politique subtil et ambigu.

Thiers est en définitive favorable aux Républicains carsansledire,il

souhaite une République qu'il pourrait gouverner à sa manière.

Le prétendant légitimiste, le comte de Chambord, estunhommerigide,un

hommedeprincipes.Il refuse le drapeau tricolore, le régime

parlementaire. Par son intransigeance,ilfaitcapoter2tentativesde

Restauration en juillet 1871 et octobre 1873. En effet,ils'opposeàla

volonté des députés orléanistes qui souhaitent une Monarchie semblable àla

Monarchie de juillet.

Les Monarchistes ne s'entendent pas mais estiment qu'il s'agit de gagnerdu

temps. Or, ils ne s'aperçoivent pasquecelui-cijoueenfaveurdela

République.

Les rapports d'Adolphe Thiers avec l'Assemblée s'altèrent.

31 août 1871 : le député radicalRivetfaitvoteruneloidécernantà

Thiers le titre de Président de la Républiqueetorganisantsesrapports

avec l'Assemblée. Thiers gouverne avecdesMinistresqu'ilchoisitmais

sous la responsabilité de l'Assemblée.

L'exécutif - Président et Ministres - estsubordonnéauLégislatif.Mais

nous sommes en présence d'une monstruositéjuridique,carThiersesten

même temps Président de la République et chef du Gouvernement.

Le désaccord entre Thiersetl'Assemblées'accentuelorsquel'Assemblée

innove en votant la loi de 1871 sur les départements. Dans chacun d'euxest

créée une Commission exécutive.

Fin 1872 : Thiers avoue enfin sa préférence pour la République

Dès lors, la majorité monarchiste, dont le chef de le duc de Brogliedécide

de contrer Thiers.

13 mars 1873 : le duc fait voter la loi de Brogliedite« loichinoise ».

Cette loi s'efforce de canaliser les interventions de Thiers àl'Assemblée.

Il ne pourra prendre la parole que si au préalable le Conseil desMinistres

a pris une délibération déclarant que la question soulevée serattachaità

la politique du gouvernement et engageait la responsabilité du Présidentde

la République.

La loi essaie de couper Thiers de l'Assembléeeninventantuncérémonial

(d'où l'appellation de « loi chinoise »). Lorsque le chef del'Etatentend

parler à l'Assemblée il doit au préalable adresser un message àl'Assemblée

qui suspend ses travaux, écoute Thierssansl'interrompreetrenvoiela

suite des débats au lendemain. Thiers, constatant qu'il est marginalisé,se

sent acculé à ladémissioncarilestcondamnéàexercerunpouvoir

occulte.

24 mai 1873 : sur interpellation du duc de Broglie, Thiers est acculéàla

démission, il tombe à gauche avec un discoursdontlathématiqueestla

suivante :

« La République est le régime qui nous divise le moins. »

L'héritage de Thiers est partagéentreleducdeBroglie,quidevient

Président du Conseil, et la Maréchal Mac Mahon(légitimistedec?ur)qui

devient Président de la République.

La situation semble se dénouer au profit des Monarchistes, d'autantquele

comte de Paris a reconnu que le comte de Chambord devait êtrelesouverain

légitime.

MaisChambordrefuselemarchédesOrléanistescarcesderniersne

souhaitent pas récupérer la Charte de 1814 (sans laquelleChambord neveut

gouverner).

Les Monarchistes sont désemparés, ilsconstatentquelorsdesélections

partielles, la faveur est auxRépublicains.LesMonarchistestententde

temporiser.

20 novembre 1873 : vote de la loi dite « loiduseptennat »autermede

laquelle Mac Mahon reçoit le titre de Président pour 7 ans.

Cette loi a une origine macabre : lesMonarchistesavaientpenséquele

comte de Chambord, n'ayant pas d'enfants, disparaîtrait au boutde7ans,

leur laissant la possibilité de doter le pays d'une Monarchie Orléaniste.

Maislàencore,letempsestfavorableàl'idéerépublicaine. Les

Monarchistes sont conduits à s'entendre avec les Républicainsmodéréspour

mettre au point uneConstitutionambiguë,instaurantuneRépubliquede

Droit que beaucoup espéraient provisoire.

LaRépubliquerésulted'uneconjonction de centres orléaniste et

républicains modérés qui consentent à dessacrificesmutuelspoursauver

leur objectif : l'instauration d'une République parlementaire.

4 décembre 1873 : le Parlement désigne une commissionde30membrespour

doter le pays d'une Constitution stable. Celle-ci se hâte lentement.

Janvier 1875 : la première loi est examinée

30janvier1875 :lorsdel'examendelapremièreloi,un député

républicaindéposeunamendementcélèbrequi,àpropos d'un débat

inoffensif, intronise la RépubliquedeDroit.Envertudel'Amendement

Valon « le Président de la République est élu à la pluralitédessuffrages

par le sénat et la Chambre des députés réunis en Assemblée Nationale. »

L'amendement est approuvé à une voix demajorité(353voixcontre352).

Cela engendre l'instauration d'uneRépubliqueimpersonnelle,enlaissant

penser que la forme républicaine de l'Etat est indépendant duseptennatde

Mac Mahon.

En quelquesmois,l'AssembléeorganiselesInstitutionsdelaFrance

nouvelle.

- 24 février 1875 : loi sur le Sénat

- 25 février 1875 : loi sur l'organisation du pouvoir public

- 16 juillet 1875 : loi sur les rapports des pouvoirs publics.

Ainsi, au terme d'un long cheminement, decompromislaborieux,lerégime

est républicain, in extremis, mais sans conditions suspensives.

3)La République de Droit : la Constitution de 1875

Maurice Duverger a affirmé qu'il n'existait pas de Constitution de 1875car

ellen'avaitpourorigineque3 modestes lois constitutionnelles.

Effectivement, c'était là l'ébauche d'unemonarchieparlementairequine

trouvera jamais son roi.

Caractéristiques de la Constitution

- Elle est brève, simple, et souple.Ellenecontientque34articles,

tombés à 25 en 1940. Sa brièveté est gage de souplesse car elle permet àla

coutume de jouer un rôle important.

- La Constitution est pragmatique. Hormislesuffrageuniverselellene

pose pas de principes. Les 3 lois se répètent, traitent lesquestionssans

ordre.

-C'estune?uvredecompromis,lesRépublicainsontabandonné le

monocamérisme et la Déclaration, les Monarchistes ontacceptélesuffrage

universel et la présidence de la République.

- On remarque un étrange silencedelaTroisièmeRépubliqueencequi

concerne la Déclaration (de même que la Constitution de l'An VIII).

a) Les raisons de l'absence de la Déclaration des Droits

Dans l'Histoire constitutionnelle, seules2constitutionsneressourcent

pas, ne se réfèrent pas à la Déclaration : la Constitution de l'anVIIIet

celle de la IIIème République.

Le silence s'explique par des raisons circonstancielles :

- la Constitution résulte d'un compromis entre OrléanistesetRépublicains

modérés.

- la Déclaration ne présentait pour les Républicains aucune utilité.

- (véritable raison) la souveraineté de la loi et l'idéologie républicaine.

La souveraineté de la loi

En 1789 est opéré un transfert desouverainetéduroiàlanation.Ce

transfert se traduit par le dogme révolutionnaire de la souverainetédela

loi. Ce dogme perdureau longduXIXèmesièclesousformed'unmythe

Républicain affirmantlasupérioritédulégislatifsoitnanomocratie

(gouvernement de la loi).

Le silence étrange suscite un débat chez les juristes, débat portant surla

valeur réelle du texte.

On trouve d'un côté Maurice Hauriou et Léon Duguit,del'autreEsmeinet

Carré de Malberg.

- Hauriou & Duguit soutiennent la thèse du caractère constitutionneldela

Déclaration, ainsi que la thèse de la nécessité d'instaurer uncontrôlede

constitutionnalité de la loi.

- A l'opposé, Esmein et Carré de Malberg dénièrenttouteportéejuridique

du texte : la Déclaration ne faisait plus partie delaConstitution,elle

est une simple déclaration de principes.

CarrédeMalbergestimaitquelaDéclarationn'avaitaucune valeur

juridique car elle faisait partie de la Constitution de 1791 quiavaitété

abrogée. Même dans l'hypothèse où on considèrerait qu'elleétaitdistincte

de la Constitution de 1791, la Déclaration n'a qu'une portée dogmatique,de

principes.

Le débat metenlumièrelaplacedelaDéclarationdansl'idéologie

républicaine, d'où une seconde raison au silence.

La souverainetédelaloin'apasempêchélaRépubliquedelimiter

certaines libertés voire à se montrer répressive(l'exempleenestdonné

par la lutte contre les Anarchistes).

Il existe donc une contradiction :

- la IIIème République est un Etat Libéral minimalitaire

- mais le régime est animé par des Républicains viscéralement attachés àla

Révolution et à la laïcité.

La République s'est ainsi faite partisane.

Ce qui est frappant, c'est que lesRépublicainssecaractérisentparun

anti-historicisme de principe : l'Histoire débutepoureuxen1789,ils

considèrent que la Déclaration a un contenu intemporel, un caractèresupra-

historique.

Au fond, c'est un ensemble de valeurs déclarées à un momentdéterminémais

comportantunimpératifd'universalitéqui les rend autonomes de

l'Histoire.

Les Républicains considèrent que la Déclaration est un ensembledevaleurs

morales qui relèvent de la conviction individuelle.

La Déclaration se forme sur une norme trans-historique :leDroitNaturel

Moderne. Il va falloir attendrelaVèmeRépubliquepourarriveràune

mutation : la Déclaration est insérée dans le bloc de Constitutionnalité.

La Constitution de1875laisseplaceàunparlementarismetypiquement

français.

b) La Présidence de la République

C'est une institution qui remonte à 1848&quiavaitlaissédemauvais

souvenirs : elle avait donné naissance au césarisme.

Admettre qu'il existe un Président constitue une rupture aveclatradition

révolutionnaire qui considère que l'exécutif doit être collégial.

Les Constituants de 1875 dotent le Président delargespouvoirsrappelant

ceux d'un souverain parlementaire.

Le Président est :

- élu à la majorité absolue

- pour 7 ans

- rééligible.

La nécessité de la majorité absolue explique que pour ne pas secouvrirde

ridicule, la classe politique opèreunesélectionpréalable,évitantde

multiples tours.

Le Président est chefdel'exécutif,surveillel'exécutiondelaloi,

dispose du pouvoir réglementaire, il est chef del'administration,dispose

desforcesarmées,nommesàtouslesemplois,représentel'Etatet

accrédite les ambassadeurs.

Il est également pourvu du prérogatives législatives : il promulguelaloi

votée, il peut demander aux Chambres une seconde délibérationquinepeut

lui être refusée(unsecondvote).Sondroitd'initiativeenmatière

législative est concurrent de celui des Assemblées.

Le Président convoque l'Assemblée, clôt sasession,disposedudroitde

dissolution de la Chambre sur avis conforme du Sénat.

Or, le Président est pénalement et politiquement irresponsable.

Dans la loi du25février1875apparaîtunpetitalinéaquidispose

« chacun des actes du Président doit être contresigné par un Ministre. »

Emerge donc une institution coutumière : la Présidence du Conseil.

Ambiguïtés de la Constitution

Le principe de l'irresponsabilité politique ne pourrait êtrerespectéeque

si le Président s'abstenaitdanslejeupolitique.OrlaConstitution

faisait du Président un chef de l'Etat et de Gouvernement.

Ainsi par sonambiguïté,laConstitutionpermettaitunparlementarisme

dualiste : le Président pouvait exiger que le Président duConseiljouisse

non seulement de la confiance de l'Assemblée mais également de la sienne.

Autre ambiguïté :

- les Ministres sont égaux et solidement responsables devant les Chambres

- Parlementarisme moniste et dualiste. Cette ambiguïté apparaît lorsdela

crise du 16 mai 1877.

c) Le pouvoir législatif

Il se caractérise par un bicamérisme :

- la Chambre des députés élue au suffrage universel direct

- le Sénat élu au suffrage universel indirect.

Le bicamérisme est intégral :

- les 2 chambres ont des pouvoirs comparables

- elles siègent chaque année au moins 5 mois.

La Chambre des députés

La Chambre des députés est élue au scrutinuninominalmajoritaireà2

tours, dit « scrutin d'arrondissement ».C'estunebizarreriecaril

s'agit du mode de scrutin employé sous le second Empire.

Le mode de scrutin sera modifié à 2 reprises :

1/ 1883 : scrutin de liste départementale avec possibilité de panachage

mais aprèsl'alerteboulangiste,lesRépublicainscomprennentqu'il

fallait revenir à l'uninominal majoritaire à 2toursetinterdireles

candidatures multiples (en 1889). Le retour au mode de scrutin dusecond

Empire est donc une ironie de l'Histoire.

2/ entre 1919 - 1927 : scrutin majoritaire et scrutin proportionnelsont

combinés dans le cadre d'un scrutin de liste. Après 1927, onrevientau

suffrage uninominal majoritaire à 2 tours.

Les députés doivent avoir 25 minimum, ils sont élus pour 4 ans.

S'il y a vacance, on pratique des élections partielles.

Le Sénat

Le Sénat est une revendication de la Droite et des Monarchistes.

Le duc de Broglie avait fait du Sénat le motd'ordredesMonarchistes,

voyant en lui une résurgence de la Chambre des Pairs (1814).

Mais la Constitution étant un compromis entre Orléanistes et Républicains

modérés, le Sénat est finalement un Sénat Conservateur.

Il se compose de 300 sénateurs, dont :

- 75 sénateurs inamovibles, représentantl'élitedupays,choisisau

départ par l'Assemblée Nationale

-225 sénateurs élus ausuffrageuniverselindirectparuncollège

électoral.

Le collège électoral comprend lui-même :

- des députés

- des conseillers généraux

- des conseillers d'arrondissement

- des représentants des conseils municipaux.

Pour être sénateur, il faut avoir au moins 40ans.Lessénateurssont

élus pour 9 ans avec, tous les 3 ans, 1/3 renouvelé.

Le système initial est modifié en 1884, c'est la seule véritableréforme

constitutionnelle de la IIIème République.

La réforme

- Elle supprime pourl'avenirlessénateursinamovibles.Dèsqu'ils

décèdent, ilssontremplacéspardessénateursélus.(surles75

sénateurs inamovibles, 63 étaient Républicains).

- Le nombre de délégués des Conseils municipaux devientproportionnelà

l'importance de la commune.

Selon Gambetta, les Républicains, grâce à leur habileté man?uvrière, font

du Sénat le grand conseil des communes de France.

En effet, on accorde aux communes rurales une prépondérancequirassure

une société encore majoritairement rurale en luiassurantundroitde

veto par rapport à la Chambre des députés trop soumiseauxemportements

parisiens.

d) Le pouvoir des 2 Chambres

Le bicamérisme est en théorie intégral.

Les 2 chambres disposent de pouvoir législatif et de contrôle du cabinet.

Pouvoir législatif

Les 2 Chambres détiennent un droit d'initiative législative concurrent.

- La proposition de loi est émise par l'une des Chambres

- puis elle doit être présentée à l'autre

- mais il n'y a pas de préséance entre les Chambres.

Tout ce que la Constitution exige c'est donc le vote par les2chambres

dans les mêmes termes, aucune ne peut imposer sa volonté.

Toutefois, le système comporte une exception : la législation fiscaleet

financière doit d'abord être présentéeàlaChambredesdéputés.Il

apparaît que fonctionne le système de navette :leprojetpassed'une

chambre à l'autre jusqu'à leur entente complète.

Contrôle du cabinet

C'estunecaractéristiquedurégimeparlementaire.LaConstitution

dispose de la responsabilité du cabinet devant les chambres. Cetterègle

est contraire à la tradition parlementaire.

Dans la pratique, la mise en jeu de la responsabilitépolitiqueestle

fait de la chambre des députés.

Mais, en 1896, le Sénat met en jeu la responsabilité politique du cabinet

Bourgeois car il trouve que sa politique est trop radicale.

Une sorte de loi apparaît, selon laquelle le Sénat devientgardiend'un

gouvernement par les centres, d'ungouvernementdeconcentration.Dès

l'instant où le Sénat estime qu'un gouvernement penche trop àgaucheou

trop à droite, il le renverse.

1913 : le Sénat renverse le cabinet du socialiste Briand

1925 : ministère Herriot (radical) renversé

1930 : Tardieu est jugé trop à droite

1932 : Laval est renversé, lui aussi jugé trop à droite

1937 : Blum est renversé

L'égalité de pouvoir connaît donc des exceptions au profit de lachambre

et du Sénat.

Exceptions au profit de la chambre

On en compte 2 :

1/ Les projets deloidefinancedoiventêtreprésentésdevantla

Chambre.

2/ La responsabilité politique du cabinet est le fait de la Chambre.

Exception au profit du Sénat

On en compte cette fois 4 :

1/ Le Président du Sénatestle2ndpersonnagedel'Etatenterme

d'importance.

2/ Lors d'une réunion à l'Assemblée Nationale, c'est le bureauduSénat

qui devient bureau à l'Assemblée Nationale .

3/ Le Sénat ne peut être dissout mais peut autoriser la dissolution de la

Chambre

4/ Il se transforme en Haute Cour de Justice pour juger lePrésidentde

la République en cas de haute trahison.

Le conservateur Dufaure prétendait « la IIIème République est unSénat »

car tout lui est subordonné.

Auregarddestextesconstitutionnels,lespouvoirsdulégislatif

n'avaient rien d'exorbitants et ce législatif pouvait évoquer lesystème

anglais. Mais la caractéristique duparlementarismefrançaisc'estle

déséquilibre entre les 2pouvoirs,l'effacementdel'exécutifetla

prépondérance du législatif.

4) La crise du 16 mai 1877 et le triomphe du parlementarisme moniste

Les Constituants avaient inscrit le parlementarisme dans laConstitution

mais n'en avaient pas précisé la nature : moniste ou dualiste.

Parlementarisme dualiste

C'est le système qui apparaît sous la Monarchie de juillet :

- le cabinet doit tenir compte de lamajoritéparlementaireetdela

position du chef de l'Etat

- le chef de l'Etat peut exiger que les Ministres jouissent non seulement

de la confiance de l'Assemblée mais également de sa confiance.

Parlementarisme moniste

- Le Droit de dissolutionjoue le rôle de référendum indirect , lepays

arbitre un conflit entre Président et cabinet.

- Mais le cabinet est littéralement soudé à la majorité et de dépendque

d'elle.

- Le chef de l'Etat nejouequelerôled'arbitre,n'exercequ'une

magistrature d'influence.

Dans la Constitution de 1875, la position du Président est affaiblie :

- par son irresponsabilité

- par le fait qu'il était élu par une Assembléeparlementaire.C'està

direque,dansunconflitéventuelentreunorganepolitiquement

irresponsable et l'autre responsable, il était logique le 2nd l'emporte.

D'autant que persiste une méfiance à l'égarddel'exécutif(suppôtde

l'autorité monarchique).

« On ne gouverne pas innocemment » disait Saint Just.

C'est à la suite de la tentative de MacMahond'utilisersespouvoirs

constitutionnels que le débat parlementarisme moniste / dualiste vaêtre

tranché.

Mac Mahon est légitimiste de c?ur.LaRestaurationayantéchoué,Mac

Mahon, tout en respectant la Constitution prétendit utiliser ses pouvoirs

etn'appeleraugouvernementquedesministresbénéficiantdesa

confiance.

1876 : élections législatives, gauche et droite s'affrontentclairement.

Les élections renvoient une majorité républicaine.

Mais Mac Mahon n'appelle pas l'un des leadersdecettemajoritéàla

Présidence du Conseil (ni Grévy, ni Ferry, ni Gambetta).Ilappelleen

revanche leconservateurrépublicainDufaure,malaccueilliparla

chambre et acculé à la démission.

Mac Mahon s'adresse alors à Jules Simon, très habile, ilditdevantla

chambreensetournantversla gauche « je suis profondément

républicain » puis en se tournant vers la droite « jesuisprofondément

conservateur ».

5 mai 1877 : Gambetta interpelle le gouvernement Simon, l'ordredujour

condamne la politique catholique du gouvernement.

16 mai 1877 : Mac Mahon adresse une lettre au Président duConseildans

laquelle il lui explique sa défiance : « je ne suis pas responsable comme

vous devant le Parlement mais devant la France ». Mac Mahon oppose nation

et Parlement. Le ton de la lettre est insultant. Jules Simon est acculé à

la démission.

19 mai 1877 : Mac Mahon appelle leducdeBroglie,minoritaireàla

Chambre.

Les Républicains répondent par le Manifeste des 363 que le Parlement est

moniste, que le nouveau ministère n'a pas la confiance desreprésentants

de la Nation.

19 juin 1877 : le gouvernement Broglie est misenminorité,MacMahon

adresse une demande au Sénat, il souhaite dissoudre la Chambre.

25 juin 1877 : décret dissolution signé.

Le corps électoral devra trancher le débat technique, politique,puisque

les Républicains estfavorableauParlementmoniste,alorsqueles

monarchistes sont dualistes.

15 août 1877 : au cours d'une campagne électorale,silesRépublicains

l'emportent,lePrésidentdevrase« soumettreou se démettre »

(Gambetta, à Mac Mahon)

Octobre 1877 : majorité républicaine

Mais MacMahonnes'inclinepas,ilappelleunepersonnalité,de

Rochebonet maisleschambresrefusentd'entrerencontactavecle

cabinet.

Mac Mahon fait appel àDufaureetcapitulele13décembre1877en

adressantunmessageàlachambredanslequelilreconnaît que

l'indépendance des ministres est la condition de leur responsabilitévis

à vis des chambres. Mac Mahon s'est soumis, il doit se démettre.

Les Républicains entendent épurer la haute administrationetleshauts

grades de l'Armée. Mac Mahon refuse de signer les décrets.

30 janvier 1879 : il se démet, Grévy est élu.

Conséquences du 16 mai 1877

L'Assemblée l'a emportéetleparlementarismemonistetriomphe.Les

Républicains ont lancé un mythe selon lequel Mac Mahon avait tenté par la

dissolution un coup d'Etat. Les Historiens affirment qu'il n'en est rien.

L'échec de Mac Mahon symbolise l'échec du parlementarismedualiste,des

monarchistes.

Le droit de dissolution constitue une marque d'anti-républicanisme,plus

aucun Président n'osera l'utiliser.

Ce triomphe du Parlementarisme Moniste va aboutir à unrégimeinstable,

déséquilibré au profit des chambres, un régime semi-parlementaire.

C'est en fait en fait une révolution constitutionnelle, débouchant sur la

« Constitution Grévy ».

La Constitution Grévy

Jules Grévy, Républicain, qui en 1848 s'était opposé à la création dela

Présidence de la République en demandant la confusion de celle-ci avec la

présidence du Conseil.

Après son élection, fidèle àlui-mêmeilaffirmeensubstancequ'il

n'entrera jamais en conflit avec la souveraineté nationale.

Désormais il renonce au droit de dissolution,demessage,ilfigela

Présidence de la République dans l'inaction, il vide la fonctiondeses

attributions

Le chef de l'Etat s'efface définitivementface au législatif.

Autre grief à la Constitution Grévy : lesPrésidentsdelaRépublique

prendront l'habitude de ne pas choisir comme Président du Conseilleou

les leaders d'une majorité parlementaire.

Ainsi, les fonctions de président du Conseil et la fonction de leaderde

la majorité parlementaire.

Ce faisant la Constitution GrévyintroduitenFranceungouvernement

d'Assemblée, une République des députés, une souveraineté parlementaire.

II - L'enracinement durégime :delaRépubliqueOpportunisteàla

République Radicale (1879 - 1914)

Le ciment idéologique républicain : le Positivisme

La pensée d'Auguste Comte est idéologique, philosophique, ils'interroge

sur le nouvel âge issu de la Révolution.

Auguste Comte détecte 2 dangers :

1/ dogmatisme de l'Eglise

2/ dogmatisme démocratique

Car la Révolution, en faisant de l'individu un souverain, adétruitles

fondements du lien social, aengendréunesociétévouéeaudésordre

institutionnel.

Retraçant l'Histoire de l'Humanité en 3 états (état théologique àl'état

métaphysique), Comtechercheàatteindreletroisièmeétat,l'état

positiviste, mais sans retour en arrière et sans bond dans l'avenir.

Ils'agitpourluidedégagerdesloisinvariables,déduitesde

l'expérience, similairesauxloisscientifiques,pouraboutiràun

système assurant l'ordre dans leprogrèsgrâceàungouvernementde

savants, à une idéocratie qui assurera la politique positive. Le Brésil a

notamment été trèsinfluencéparleComtisme(cf.drapeauavecla

devise).

On parled'idéocratiecarlaprioritédusocialexigeunpouvoir

spirituel qui incombait autrefois aux clercs et qui doitapparteniraux

savants.

Le Comtisme est ambigu car il est annexé par les traditionalistes etpar

les Républicains qui l'ont déformé à des fins partisanes enneretenant

qu'une partie du système.

Emile Littré (Républicain) interprètelepositivismeenévacuantune

partie religieuse, élitiste, etlacritiquede1789,soitcellede

l'individualisme qui dissout le lien social.

Ce que les Républicains ont perçu c'est au fond unepenséescientifique

qui leur permet de légitimerlaRépublique,interdisantleretourà

l'Ancien Régime, réconciliant ordre et progrès.

Les Républicains qui instrumentalisentleComtismeetqui,dansune

synthèse, mélangent idéalisme républicain (philosophie desLumières)et

Comtisme vont donner naissance à une sociologie républicaine.

Gambetta, commelesautres,recourtaupositivisme :pourlui,la

République est une « forme qui emporte le fond ». Il fautpratiquerune

politique gradualiste, des petits pas.

Ferry voit dans le Comtisme l'idéologie légitimant sonchoixpolitique,

le régime Républicain.

1) La République Républicaine et le conflit Opportunistes-Radicaux

Date clé de la IIIème République : 1879

L'année marque une césure. Mac Mahon démissionne, Grévyestélu,c'est

également la fin du Bonapartisme, lafindel'espoirdeRestauration

Monarchique, la victoire des Républicainsquis'emparentdetousles

rouages de l'Etat.

Grévy est Président de la République, les Républicains sontmajoritaires

dans les 2 chambres. Ils ne formentpasencoreunparti(lespartis

apparaissent en 1901), ni un bloc monolithique.Ilssedivisenten2

tendances, séparées par des conflits depersonnes,detempérament,de

générations.

Ce n'est plus lesRépublicainsromantiquesde1848,ilssontalors

positivistes. C'est àcetteépoquequesurviennentlesRépublicains

Opportunistes.

1881 :législatives,lesOpportunistesl'emportentavecla gauche

républicainedirigéeparFerry,l'UnionRépublicaine dirigée par

Gambetta, et l'extrême gauche des Radicaux.

L'appellationd' « Opportuniste »estpéjorative, en réalité les

Républicains du gouvernement,positivistes,visentunepolitiquedes

résultats.

L'expérience de 1848 leur a appris que le France est un pays rural et que

la République ne peut s'implanter durablement qu'en gagnantlabataille

du suffrage universel (c'est àdiredegagnerlescampagnes,oùse

regroupent plus de 50% de la population active).

Or, les campagnesneveulentpasderetouràl'AncienRégime,ni

d'agitation politique ou sociale. Les Opportunistes l'ont compris.

MaislesRadicauxdeClemenceau (symboledel'intransigeance de

l'extrême gauche) considèrentlesOpportunistescommetraîtresàla

République, usurpateurs de l'étiquette républicaine.

Ces Radicaux considèrent que la Révolution de 1789 forme un bloc, iln'y

a pas de bonne et mauvaise révolution, il faut acceptertoutl'héritage

en diffusant l'idéologie républicaine par le biais du suffrage universel.

Au fond, le seul ciment unit les Opportunistes etlesRadicauxestla

haine de l'Eglise.

Malgré la division essentielle, les Opportunistes accomplissent une ?uvre

considérable :

- accord des grandes libertés : de réunion, de presse, syndicale

- ils se lancent dans un combat contre l'Eglise par des lois laïques,de

défense de la République en laïcisant l'Ecole car les Opportunistessont

prudents alors que les Radicaux veulent la séparation de l'Egliseetde

l'Etat. Les Opportunistes ne veulent pas se priver desarmesjuridiques

qui confère le Concordat Napoléonien.

Les Républicains ont une pomme de discorde essentielle : laConstitution

de 1875.

Pour les Radicaux, c'est une Constitution Monarchique.

Cette idée n'est pas tout à fait fausse mais néglige la souplessedela

Constitution. Les Radicaux ne sont pas favorables au régime parlementaire

car il rappelle la tradition de la Monarchie dejuilletetilestun

import anglais. Pour eux il fautreveniraugouvernementd'Assemblée.

Leur mot d'ordre est la suppression du Président de la Républiqueetdu

Sénat.

C'est là le type même du faux problème : dans laConstitutionGrévyle

Président de la République se comporte comme un soliveau.

Quant à la suppression du Sénat, l'argument est plus sérieux car le Sénat

peut être une chambre aristocratique bloquant le suffrage universel.

1884 : l'habileté man?uvrière desOpportunistesentraîneunerévision

constitutionnelle, la seule digne de ce nom dans la IIIème République. La

réforme confère une place prééminente à la France rurale.

LesOpportunistesbarrentlaroute à toute véritable révision

constitutionnelle, la scission Opportunistes / Radicaux est irrémédiable.

2) La République Opportuniste (1885 - 1898)

1885 - 1898 : la Troisième République, malgré les affaires, s'enracine et

assure une stabilité correspondant à l'équilibre de la société française.

1885 : aux législatives, Opportunistes et Radicaux font bloc en dépit des

divergences, leur succès est incontestable :383 députésfaceà201

députés issus de l'Union des Droites.

Mais immédiatement après les élections, les Républicains se divisent,on

distingue 3 branches :

1/ conservateurs

2/ opportunistes

3/ radicaux

L'instabilité est la règle.

1885 - 1889 : un seul problème occupe les Républicains : le boulangisme.

LeGénéralBoulanger,Républicain,imposéparClemenceaudans le

ministèreopportuniste, incarne à partir d'un incident defrontièreen

1887, un esprit de revanche nationaliste vis à visdel'Allemagne.Cet

esprit de revanche se double de l'affaire des décorations,lePrésident

vend des légions d'honneur aux plus offrants.

L'affaire déclenche un anti-parlementarisme virulent.

Boulanger reçoit l'appui de la ligue des Patriotes et d'une partie dela

gauche, il réclame un gouvernement plébiscitairequirésulteraitd'une

révision constitutionnelle.

Sa popularité est telle qu'il remporte, avec la pratique des candidatures

multiples, des élections qui prennent l'allure de plébiscite.Ilaurait

pu tenter un coup d'Etat, mais s'yrefuse.DesRépublicainsluifont

savoir qu'ils comptent le déférer en haute cour. Il s'exileàBruxelles

puis se suicide sur la tombe de la maîtresse.

De là, pour bloquer le boulangisme :

- la candidature multiple est interdite

- le scrutin uninominal majoritaire à 2 tours est rétabli.

Les Républicains ont un jugement réducteur, ilperçoiveleboulangisme

comme le test, la mesure de l'analphabétisme politique des masses.

Mais le boulangismerévèlelevidepolitiquedel'époqueavecdes

Républicains qui ne raisonnent qu'à court terme, qui sontanticléricaux,

antimonarchistes.

Le mécontentement vis à vis de l'instabilité, ducaractèreoligarchique

du régime n'est pas perçu.

Le boulangisme marque le transfert du nationalisme de gauche à droite.

Il est un facteur de stabilité pour les Républicains opportunistes car il

n'y a plus de révisions constitutionnelles.

Le boulangisme fait disparaître l'opposition Opportunistes / Radicaux, il

assure paradoxalement une stabilité des institutions républicaines.

2ème grande affaire ; affaire de Panama

On entend percer l'isme de Panama, maislecoûtduprojetestsous-

estimé, ils sont obligés de prélever des fonds publics, de faire appelà

des financiers véreux dont un se suicide. On découvre les « chéquards » :

tous les politiques nient, ils sont blanchis, un avoue, il est condamné.

L'affaire révèle les rapports politique/argent,maislaRépublique

n'est pas ébranlée. Elle laisse dans l'opinionl'idéequ'unpoliticien

de haute volée ne peut être honnête. Des campagnes de presse sontmenées

contre des financiers juifs, et contreClemenceau(quiestbattuaux

législatives).

La stabilité résulte également :

- de l'attitude du Saint Siège. En effet, LéonXIIIacomprisquela

Restauration est impossible, il conseille aux Catholiques de se rallier à

la République. Mais l'attitude démantèle l'opposition de droite (quin'a

plus de raisons d'être). Aussi la République est-elle stabilisée.

- 1893 : la France sort de son isolement diplomatique, l'alliance avec la

Russie tsariste estsignée,elleabordeavecplusdesérénitéses

problèmes sociaux.

1893 : législatives, victoire des « Progressistes » (nouvelle appellation

des Opportunistes) : 300 députés, les Radicaux effectuent une percée avec

140 députés. La nouveauté se situe chez les Socialistes,quieffectuent

une percée en dépit dufractionnementdusocialisme.Lessocialistes

obtiennent en effet 50 sièges, et profitent de la tribunepourdiffuser

leurs idées, pour exposer les problèmessociauxquelesOpportunistes

n'ont pas réglé.

Le socialisme est très fractionné(6branchesenvirons)etlesplus

influents,lesplusimportants,sont lessocialistesindépendants

(Millerand, Jaurès.)

1896 : le Socialisme par l'entremise du discours de Millerand, serallie

aux règles de la Démocratie parlementaire et libérale.

Une percée inquiète des modérés, des opportunistes se poursuit au delà de

1896. Ceux-ci pratiquent un esprit nouveau vis à vis des Catholiques,un

esprit de tolérance jusqu'à 1898.

Mais en 1894, l'Affaire Dreyfus survient. Elle éclate au grand jouravec

Zola en 1898, se dénoue par la grâce en 1899 mais se dénoue réellement en

1906 par la réhabilitation de Dreyfus et sa réintégration dans l'armée.

3) La République Radicale (1902 - 1914)

Celle-ci est précédée par l'AffaireDreyfusquiacrééunimbroglio

policieretjudiciaireauquellescontemporainsne peuvent rien

comprendre.

L'affaire est un prétexte à une coupure en 2 blocs, marquant letriomphe

dupartipris. Lebloc républicain se montre anticlérical,

antimilitariste, face àunblocnationaliste,clérical,militariste,

antisémitedanslequelapparaîten1899l'organede Nationalisme

intégral : l'Action française.

Dans le bloc Républicain, les Radicaux ont hâte de reprendrel'?uvrede

laïcisation qui n'est pas achevé . La Républicaine redevient militante.

En effet, les Républicains, stimulés par l'Affaire Dreyfus, unisparle

rejet du Bloc National, se lient par un pacte. Ce pacte est un pacte :

- électoral

- parlementaire

- gouvernemental

- entre partis de gauche

- qui va assurer au régime une stabilité entre 1899 - 1909.

Dans cette alliance, le radicalisme s'impose avec 2 ministères :

1/ ministère Waldeck-Rousseau qui dure jusqu'en 1902

2/ ministère Combes (surtout)

Ces deux ministères ont un axe commun : ladéfenserépublicaineetla

laïcité.

Ministère Waldeck-Rousseau

Position du ministère sur l'échiquier politique

C'est un ministère progressiste dissident (c'est à direex-opportuniste)

qui se retrouve en raison de la division de la France en 2 blocs.

Composition du ministère

C'est un grand ministère, on trouve :

- Delcassé aux Affaires Etrangères

- Caillaux aux Finances

-Millerand(socialiste indépendant) dont la participation au

gouvernement est approuvée par Jean Jaurès.

Politique du ministère Waldeck-Rousseau

Le ministère mène une politique de défense de la République,contreles

Ligues, contre les Congrégations.

L'Affaire Dreyfus est liquidée (Dreyfus est gracié en 1899).

Le ministère a donc un acquis considérable.

Gouvernement Combes

1902 : législatives, le corps électoral se prononce sur l'axe dedéfense

et d'action républicaine. Le bloc des « gouvernementaux »rassembleles

progressistes, les dissidents, les radicaux, les radicaux socialisteset

les socialistes. Ce blocobtientlavictoire.C'estavanttoutune

victoire du Radicalisme : on compte 219 députés radicaux.

La logique veut qu'à l'issu des élections, la Présidence du Conseil donne

au radical Emile Combes un ministère radical soutenu par lessocialistes

de Jaurès.

La délégation des gauches

Avec le gouvernement Combes apparaît une délégation des gauches, soit une

représentation des 4 grands groupes de la majorité, qui dirige en fait la

politique du gouvernement.

Ladélégationdesgauches est une sorte de cabinet latéral

inconstitutionnel, irresponsable, qui fait pression surlegouvernement

et qui le soumet.

Voilà une illustration d'une République des Partis.

Or le parti radical, qui domine la scène politique, n'a pas deprogramme

réellement clair en dehors de la laïcité. Laïcitéquele« petitpère

Combes », ex-séminariste défroqué, va transformer en croisade.

Etant donnél'absenced'unprogrammeclair,latactiquedeJaurès

consiste à pousser le gouvernement Combesàréaliserdesréformes,à

l'épuiser, afin de recueillir son héritage.

Mais pour l'heure,leradicalismetriomphe(1905-1909)dansune

République très politisée.

C'est notamment l'Affaire des Fiches (fiches dressées de manières occulte

pour savoir quels officiers Français assistaient à la messe ledimanche)

qui entraîne la chute du ministère Combes.

Sarrien le remplace et règle le problème de la séparation de l'Egliseet

de l'Etat parlacélèbreloide1905(« quel'actuelministrede

l'intérieur souhaite modifier, on ne sait pas pourquoi. »).

La loi satisfait totalement les Radicaux maisentraîneunesituation

très difficile car il s'agit de confectionner les inventairesdesbiens

immobiliers de l'Eglise. De graves incidents éclatent.

1906 - 1909 : Clemenceau

Or, les législatives de 1906 marquent la victoire de lagaucheradicale

qui peut alors gouverner sans l'appui des modérés ni des socialistes.

Le cabinet de concentration devient inutile, ladélégationdesgauches

s'efface. La SFIO renonce à tout appui.

C'est une suite logique du Congrès de la IInde InternationaleSocialiste

tenu à Amsterdam en 1904. Le Congrès :

-acondamnélaparticipationministérielledesSocialistesàun

gouvernement dit « bourgeois ».

- a favorisé l'union des socialistes (d'où la formation de la SFIO).

Suite à l'unification, une agitation sociale se fait jour :

1906 - 1910 : série de grandes grèves durantlesquellessocialisteset

radicaux s'affrontent surl'attitudequedoiventavoirlespouvoirs

publics face aux grèves.

Clemenceau, par provocation, déclare « Je suis lepremierdesflics. »

Les radicaux vont donc réprimer les grèves.

Le grand cabinet Clemenceau tente d'infuser Démocratie etautoritédans

le gouvernement. Il lutte clairementcontreleséminencesgrisesdes

différents partis (« les muets du Sérail »),etentendlesobligerà

prendre leurs responsabilités au grand jour.

Clemenceau réitère cette technique pendant la Grande Guerre :

- confrontation avec l'Assemblée

- la question de confiance est toujours posée

- il pratique un chantage à la démission.

Le gouvernement gouverne maisnedurepas.Pourgouverner,ildoit

accepter le soutien des voixmodérées(Droite),cequientraîneune

décomposition du bloc.

1909 : les muets du SérailfonttomberClemenceau,lastabilitéest

terminée.

Jusqu'à la première guerre mondiale, l'instabilité est la règle.

A l'abri d'un décor radical, la politique passeentrelesmainsde3

individualités brillantes :

- Briand (socialiste)

- Caillaux (radical)

- Poincaré (centre Droit).

Ministère Briand

Le socialiste Briand succède à Clemenceau et pratique unepolitiqueque

Clemenceau refusait : le reclassement des partis vers le centre.

Mais le congrès radical torpille la man?uvre, parcettephraseclédu

radicalisme : « Pas d'alliés à droite, pas d'ennemis à gauche. »

1910 : législatives, le groupe radical-socialistedemeurecompact(252

députés). Mais le bloc a éclaté,onassisteàunegrandegrèvedes

cheminots qui va avorter car Briand agite la menace demobilisationdes

grévistes.

La grève avorte mais on note unescissionentreradicauxetradicaux

socialistes.

Briand dirige encore le ministère mais la disparité de la coalitionfait

qu'il doit se retirer en février 1911.

Ministère Joseph Caillaux

Patricien de la République, Caillaux dirige le ministère de 1911 à 1912.

Il a rattaché sa carrière à 2 thèmes :

1/ réforme fiscale : création de l'impôt direct sur le revenu

2/ la paix internationale

1911 - 1912 : la tension est très vive entrelaFranceetl'Allemagne

(affaire d'Agadir).

Caillaux entreprend unepolitiqued'agentsecretdugouvernementen

négociant en sous mainavecl'Allemagnemaisàlasuitedefuite,

Caillaux doit se retirer.

Les cabinets suivants offrent peu d'intérêt.

1912 - 1913 : Poincaré laissetransparaîtrel'inquiétudedel'opinion

publique face à la montée des dangers. La scission pacifisme / bellicisme

ne correspond pas à la grande division droite / gauche mais sesitueau

sein du parti radical.

L'opposition est violente entre

- le pacifisme de Caillaux

- le bellicisme de Clemenceau.

1914 : la France estuneNationprofondémentdivisée,dontl'avenir

politique paraît incertain.

- Elle est divisée par le conflit entre cléricauxetdéfenseursdela

laïcité.

- Divisée également entre socialistes et radicaux.

- La loi de 1913 divise. Elle porte la durée duservicemilitaireà3

ans, pour rétablir l'équilibre démographique avec l'Allemagne. La loi est

votée difficilement.

1914 : législatives, victoire du parti de mouvementdontl'ailegauche

est constituée par une SFIO de plus en plus puissante.

Le ministère dirigéparlesocialisteindépendantVivianiremeten

question la loi des 3 ans.

L'Union Sacrée constitue unsujetd'étonnementets'expliqueparle

patriotisme profond de la Nation qui a réalisé un consensus sur l'idée de

défense nationale, qui se lie à l'idée de lasupérioritémoraledela

République.

Conclusion

Le double intérêt politique et constitutionnel de la période

« Toujours à gauche mais pas plus loin. »

Intérêt politique

La formule est d'un des premiers politologues français, André Siegfried .

« Toujours à gauche » : quandlaRépubliques'enracine,lepartidu

mouvement triomphe, sinistrisme de la vie politique qui se marque parla

naissance de parti politique qui s'opère à gauche.

Ainsi le parti radical s'est crée à la gauchedesopportunistesetla

SFIO à gauche du parti radical.

La République, militante et partisane, n'a pas su dominer sa victoire,a

entretenu une division du pays.

« Pasplusloin » :surleterrainéconomiqueetsocial car les

Républicains, parce qu'ils ont un point d'ancrage (la laïcité),sesont

cantonnés dans des querelles anachroniques :

- la laïcité

- l'antimilitarisme

autant de pavillons de complaisance permettant d'éviter de poser la vraie

question : la question sociale.

Or la Nation s'est mal adaptée, outroptardivement,àlamodernité,

c'est ainsi que l'impôt sur le revenu n'est voté qu'en 1914 eten1917,

en pleine guerre.

Intérêt constitutionnel

Celui-ci réside dans la Constitution Grévy, qui marque la déformationdu

régime et la prééminence de la coutume.

Dès que le Président de la République s'abstientd'entrerdanslejeu

politique, il est logique qu'apparaisse une autre autorité, la Présidence

du Conseil, qui est une création de la coutume constitutionnelle.

Or, ce personnage aurait du être éminent et ne le fut pas car il estdes

différences essentielles avec le Royaume Uni où le premierministreest

le leader d'unemajoritéparlementaire.Ainsiluiestconféréeune

indépendance certaine vis à vis du chef del'Etatetuneindépendance

relative à l'égard de la Chambre.

Or en France, il y a multipartisme etnoncohérenceparlementaire.Le

gouvernement ne peut être qu'un gouvernement de coalition.

On peut observer en outre quethéoriquement,les2autoritéspeuvent

mutuellement s'empêcher :

- un ministre peut refuser de contresigner une décision duPrésidentde

la République

- inversement, le Président peut refuser de signer unprojetdedécret

présenté par un ministre.

Mais le jeu politique est faussé par une pratique :

- les parlementaires ont pris l'habitude de choisir les Présidents dela

Républiqueparmidespersonnalitésâgées,lesmoinssignificatives

possibles

- le Président a pris l'habitude d'éviter de choisir une personnalitéde

premier plan tel Gambetta, Clemenceau ou alors de lachoisirlorsqu'ils

avaient accumulé assez d'ennemis pour être ligotés par la Chambre.

Au fond, la souveraineté nationale devient une souveraineté

parlementaire. Les Français ne comprennent pas les crisesparlementaires

ni les reclassements politiques encours de législature.

C'est pourquoi en 1914, lorsquelaGuerreéclate,iln'yapasde

consensus réel sur les institutions politiques du pays.

Apparaît une difficulté du régime, la légitimiténepeutêtrequede

gauche :

- d'un côté ce régime vise à rassembler les Français

- d'un autre côté ilreposesuruneconceptionrobespierristeselon

laquelle une ligne invisible départagelesvraisRépublicainsetles

autres citoyens.

Malgré des discordances, la République, grâceàl'UnionSacréeetau

gouvernementpro-consulairedeClemenceau,vasurmonterlepremier

conflit mondial.

La France sort en 1918 de la guerre avec le régime qu'elle avait en 1914,

c'est un grand succès pour la Démocratie Libérale et représentative.